



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question écrite n° 10785

Texte de la question

M. Jean-Pierre Balligand appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur les perspectives incertaines du marché du travail en 2003. Le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2003, a prévu une accélération de la croissance de l'emploi total en France. Il a même chiffré cette croissance à 175 000 emplois nets créés en 2003, contre 50 000 seulement en 2002. Il lui demande par conséquent de bien vouloir lui indiquer dans quelle mesure cet objectif, qui a permis l'élaboration de la loi de finances pour 2003, lui semble effectivement réalisable, compte tenu notamment du ralentissement prévisible de l'activité économique, de la suppression des emplois aidés dans le secteur public et de la diminution progressive de l'impact de la réduction du temps de travail.

Texte de la réponse

Le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2003, prévoyait qu'après une croissance de 0,7 % en 2002 l'emploi salarié marchand non agricole augmenterait de 1,1 % en 2003. Il estimait en outre qu'après une légère augmentation de 30 000 en 2002, l'emploi salarié dans les secteurs agricole et non marchand diminuerait de 40 000 en 2003. Enfin, il soulignait une nette diminution (- 40 000) de l'emploi non salarié en 2002 compte tenu du ralentissement de l'activité, cette baisse devant se poursuivre en 2003 (- 25 000). Cette prévision intégrait déjà la diminution des emplois aidés du secteur public et la diminution progressive de l'impact de réduction du temps de travail. En revanche, depuis l'élaboration de ce rapport, la croissance économique prévue pour 2003 a diminué : là où nous tablions sur 2,5%, nous pensons aujourd'hui qu'elle sera inférieure à 1,5 %. Les évolutions majeures du contexte économique ont en effet progressivement conduit l'ensemble des organismes de prévisions macroéconomiques à revoir à la baisse leurs anticipations de croissance pour 2003. Le redémarrage de l'activité dont les principes fondamentaux de l'économie nous indiquent qu'il aura effectivement lieu sera retardé de quelques mois. Les aléas de la conjoncture, en particulier dans ses dimensions internationales, retarderont le retour de l'économie française à sa croissance potentielle de long terme. En conséquence, les prévisions d'emploi marchand pour 2003 pourraient se trouver affectées.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Balligand](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10785

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 janvier 2003, page 426

Réponse publiée le : 21 avril 2003, page 3148